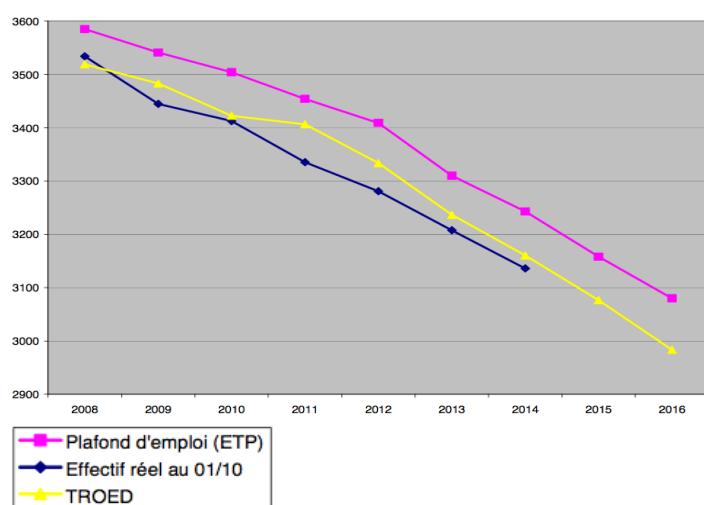


## Météo-France : une baisse d'effectifs de plus de 20% en 10 ans

**Météo-France subit des plans de restructuration depuis 10 ans. L'effectif de l'Etablissement est passé de 3700 agents en 2008 à moins de 3000 agents fin 2017. Et le programme « Action Publique 2022 » prévoit 500 suppressions de postes supplémentaires entre 2018 et 2022.**

Un contrat d'objectifs et de performance (COP) 2017-2021 avait été signé entre Météo-France et l'État. Il ne proposait déjà aucune trajectoire de recrutement pour les prochaines années, alors que la moyenne d'âge au sein de Météo-France dépasse les 50 ans. Une hémorragie de départs en retraite et donc un risque majeur de pertes de compétences se profile immédiatement, avec plus de 1000 postes de techniciens et d'ingénieurs concernés.

Afin de fonctionner, l'organisation de l'Etablissement est déjà revue en permanence pour faire face aux baisses d'effectifs et de moyens. La première réorganisation, engagée en 2008, a conduit à réduire de moitié le nombre d'implantations et à mettre à mal plusieurs missions de l'Etablissement.



Trois exemples parmi d'autres :

Météo-France ne peut plus participer à de nombreuses réunions à l'échelle locale : suivi sécheresse, prévention des risques ou l'adaptation au changement climatique sont délaissés.

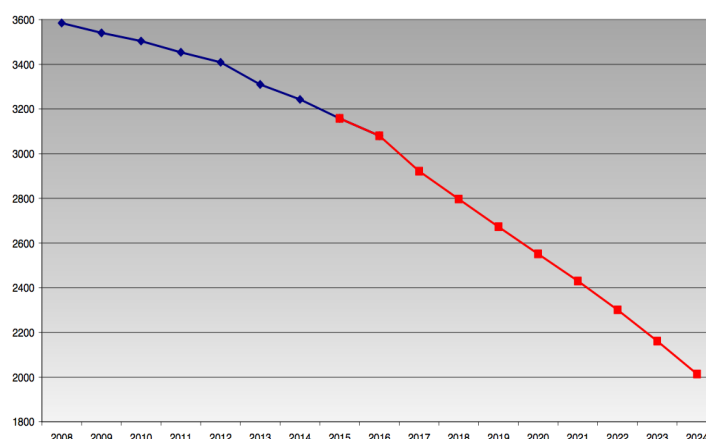
Les enquêtes<sup>1</sup> du CREDOC font état d'une baisse continue depuis 2012 de la confiance du grand public dans les prévisions de Météo-France.

Même des services de recherche reconnus internationalement sont touchés, comme la montre la fermeture en 2016 de la veine hydraulique de Toulouse.

**A ce jour, il n'existe pas de bilan exhaustif de cette première restructuration.**

Une poursuite aveugle des baisses d'effectifs de type « rabout » aurait des conséquences irrémédiables : **le service public météorologique est en grand danger.**

Citons par exemple la réduction du nombre de points de mesure climatologique, des régions économiques entières qui n'auront plus de centre météorologique local ou l'automatisation décidée dès 2018 d'un nombre important de bulletins de prévision.



<sup>1</sup> Le rapport 2014 du CREDOC sur les « conditions de vie et aspirations des Français » est disponible à l'adresse : <http://www.credoc.fr/pdf/Rapp/R308.pdf>